

**RETRAIT DU MAROC
ET DES MONARCHIES
DU GOLFE DU SOMMET
AFRO-ARABE**

**Alger et l'Union
africaine réagissent**

Le retrait du Maroc et de neuf autres pays, issus en majorité des monarchies du Golfe, du Sommet afro-arabe pour protester contre la présence d'une délégation sahraouie, a provoqué de vives réactions. L'Union africaine et l'Algérie ont fait savoir au cours de la même journée, jeudi, que le principe de décolonisation du Sahara occidental est un principe intouchable et qu'il ne saurait être remis en cause par des manœuvres quelconques.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - La première réaction à avoir été enregistrée est celle de l'Union africaine qui s'est exprimée à travers la présidente de la Commission présente au Sommet afro-arabe qui s'est ouvert mercredi en Guinée équatoriale. «Nous continuerons à soutenir les peuples palestinien et sahraoui jusqu'à ce qu'ils recouvrent leurs droits nationaux», a-t-elle déclaré tout en mettant l'accent sur la mobilisation africaine enregistrée au cours de cette rencontre.

Le retrait du Maroc suivi de neuf autres pays (l'Arabie Saoudite, le Yémen, le Qatar, les Emirats arabes unis, la Somalie, le Koweït, Bahreïn, Oman et la Jordanie) n'a en effet eu aucune incidence sur le déroulement du 4^e Sommet afro-arabe ; tout au contraire, et à en croire les propos de cette responsable de l'UA, l'action a eu pour effet de resserrer les rangs des pays africains. L'organisation africaine n'a, d'autre part, pas démenti l'information selon laquelle elle se trouve à l'origine de l'inscription de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) sur la liste des participants à ce sommet. Selon des informations rapportées par plusieurs médias étrangers, l'Union africaine a insisté pour que les Sahraouis, qui n'avaient encore jamais pris part aux travaux de la rencontre afro-arabe, soient présents, au moment où le Maroc tente coûte que coûte d'adhérer à l'organisation africaine. Cette demande inattendue avait été accueillie avec méfiance sachant que le Maroc s'était toujours fait un point d'honneur de ne jamais prendre part à des rencontres internationales auxquelles est invité le Front Polisario. Aujourd'hui, son retrait du Sommet afro-arabe pour les mêmes raisons compromet très lourdement ses chances de voir sa candidature acceptée par la commission spécialement mise en place par l'Union africaine pour enquêter sur sa demande. L'agence officielle algérienne APS, qui a dépêché des envoyés spéciaux en Guinée équatoriale, rapporte d'ailleurs que les «pays africains ont rappelé à cette occasion unanimement que les valeurs et principes qui gouvernent l'UA ne sauraient en aucun cas être négociables ou matière à compromis et ont réitéré leur attachement aux idéaux de solidarité active avec les peuples luttant pour leur libération ainsi que pour le processus de décolonisation de l'Afrique (...) la mobilisation africaine en faveur de la position et du statut de la RASD en tant que membre fondateur de l'UA a été davantage confirmée car elle s'est étendue à tous les Etats membres de l'Union africaine y compris les alliés traditionnels du Maroc». Le ministre algérien chargé de la Coopération maghrébine, présent en Guinée équatoriale, a lui aussi réagi en déclarant à divers organes de la presse algérienne (dans une interview à TSA) que «l'Afrique a démontré de la manière la plus unanime que les principes et fondements de son union ne sont pas négociables quel que soit le partenaire». Il ajoute : «La RASD est un membre fondateur de l'Union africaine et aucune adhésion ne peut se faire au détriment du principe fondateur de l'UA. Je crois que tout le monde a bien reçu le message et tout le monde doit bien en tirer les conséquences. Le Maroc a demandé le retrait de la RASD avant de se retirer du sommet, il ne l'a pas obtenu. Dans ce forum qui regroupe une soixantaine de pays, sept se sont retirés, mais 54 pays africains et les deux tiers de la Ligue arabe étaient présents.»

M. Messahel a, d'autre part, tenu à rappeler que l'Algérie abritera, les 3 et 5 décembre prochain, le Forum d'affaires africain, «le premier du genre à réunir des représentants des gouvernements ainsi que l'ensemble des partenaires économiques».

Le ministre des Affaires étrangères, M. Ramtane Lamamra, n'a pas manqué de réagir lui aussi lors d'un point de presse organisé à l'ambassade d'Algérie à Doha. Dans une déclaration très diplomatique, il a souhaité la «bienvenue au Maroc au sein de l'Union africaine à condition qu'il soit traité sur un pied d'égalité que le Sahara occidental (...) le Maroc serait le bienvenu en tant que 54^e membre de l'UA sur un pied d'égalité avec les 54 membres actuels en droits et en devoirs». Le fin mot de la demande d'adhésion du Maroc reviendra, dans quelques jours, à l'UA qui semble, cependant, s'être déjà exprimée sur la question...

A. C.

**AUGMENTATIONS ILLÉGALES DES TARIFS
DES TRANSPORTS DE VOYAGEURS**

Talai promet de sévir

Bien avant l'entrée en vigueur de la loi de finances pour l'année 2017, son «application» est déjà de mise avec des augmentations dans les tarifs pratiqués par des transporteurs privés de voyageurs.

Mohamed Kebci- Alger (Le Soir) - En effet, nombreux sont les transporteurs privés de voyageurs et chauffeurs de taxi qui ont revu à la hausse leurs prestations, mettant en avant les hausses des prix des carburants que la loi de finances pour l'année prochaine, pas encore en vigueur, consacre.

Des augmentations que le ministre des Travaux publics et des Transports qualifie «d'illégales» et devant lesquelles son département «ne restera pas les bras croisés».

Répondant, avant-hier jeudi, à une question orale à ce sujet, d'un membre du Conseil de la nation, Boudjemaâ Talai n'a pas été par trente-six chemins pour

promettre de «punir» les auteurs de ces contraventions. «Des mesures coercitives fermes contre les transporteurs privés qui augmentent les tarifs de transport» seront appliquées, a-t-il soutenu, expliquant que «le coût du carburant pour les tarifs de transport ne dépasse pas 7%». Et de rappeler que «toute augmentation dans les tarifs des transports est assujettie à des débats préalables entre les différents intervenants du secteur (gouvernement-transporteurs-syndicats) qui tiennent compte du pouvoir d'achat du citoyen et des droits des transporteurs privés, rappelant que la hausse ne dépassait pas 10% par rapport à l'ancien tarif». Autre préci-

sion de Talai, «toute augmentation de plus de 10% exposait ses auteurs à l'application de la loi, soit par la mise en fourrière des véhicules ou le retrait définitif du permis d'exploitation en cas de récidive», en appelant à l'intensification des opérations de contrôle et au civisme du citoyen dont il est escompté la contribution aux opérations de régulation et d'organisation du secteur, en avisant qui de droit de tout dépassement dont les augmentations anarchiques dans les tarifs. Et au ministre des Travaux publics et des Transports de préciser, dans ce cadre, que les tarifs du transport public urbain et suburbain restaient inchangés. Des moyens de transports publics dont l'utilisation est en nette croissance, relève-t-il, soutenant, dans ce sens, que «20 millions de passagers utilisent le métro, 13 millions le tramway et 7

millions recourent aux bus de l'Etusa».

S'exprimant à la même occasion, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a, une fois de plus, rappelé que la carte d'immatriculation électronique qui entrera en vigueur en 2017, comporte un numéro d'immatriculation national unique similaire à celui de la carte nationale d'identité et une puce contenant toutes les informations relatives au véhicule. Ce numéro à «six chiffres et lettres unifiées sans aucune relation avec les informations personnelles du propriétaire du véhicule ou de son lieu de résidence» est attribué dès la première année de mise en circulation du véhicule, et «ne changera pas, même en cas de vente du véhicule à une personne résidant dans une autre wilaya», a encore expliqué Nouredine Bedoui.

M. K.

VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

**Mounia Meslem plaide pour
«la prise en charge des coupables»**

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme estime qu'aujourd'hui, il est temps de se pencher sur la prise en charge de l'auteur de la violence à l'égard des femmes. Pour elle, la mise en place d'un programme social au profit du «coupable» s'impose.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'Algérie a finalisé la mise en place de toutes les lois permettant de lutter contre les violences faites aux femmes, affirme Mounia Meslem. Selon elle, notre pays dispose de toutes les lois nécessaires qui veillent à protéger la femme, à préserver sa place dans la société et à assurer son développement. Un «arsenal juridique» qui, poursuit-elle, hisse l'Algérie à la tête des pays maghrébins et du Moyen-Orient dans ce domaine. Elle cite, ainsi, la révision du code de la famille, l'amendement de la loi sur la nationalité, la réforme du code pénal qui incrimine les

violences faites aux femmes au sein de la famille, les violences sexuelles et le harcèlement sexuel, sans pour autant oublier la nouvelle Constitution qui, dit-elle, «assure l'égalité entre l'homme et la femme pour les postes de travail».

Toutefois, la ministre de la Solidarité estime qu'il est temps de se pencher sur le cas de l'auteur de la violence à l'égard des femmes. Elle plaide ainsi pour régler ce problème de la source. «Il faut mettre en place un arsenal juridique et un programme social spécifique pour la prise en charge de l'auteur de la violence à l'égard des femmes», a-t-elle indiqué jeudi dernier, en marge

de la cérémonie de remise du Prix national pour la lutte contre les violences à l'égard des femmes, tenue à la Bibliothèque nationale d'El Hamma à Alger.

«Il faut s'occuper du coupable et le traiter tout autant que la victime», ajoute-t-elle. Dans sa deuxième édition, le Prix national pour la lutte contre les violences à l'égard des femmes, consacré cette année au thème «la violence du point de vue juridique», a été remis à Boubeker Labiad, docteur en charia et droit et enseignant à l'université de Djelfa. Cette cérémonie intervient, justement, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes qui coïncide avec le 25 novembre.

Pour rappel, la première édition de ce prix s'est axée sur le volet religieux de la question.

Ry. N.

CORRUPTION AU SEIN DES DOUANES

Deux cas seulement relevés en 2016

«Des éléments des services de douanes, constitués en unités opérationnelles, participent à des opérations combinées aux côtés des éléments de l'ANP et de la gendarmerie pour sécuriser les frontières.» C'est ce qu'a déclaré le directeur central des Douanes algériennes en charge de la formation au sein de la Direction générale des douanes.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Intervenant jeudi dernier sur les ondes de la Radio nationale, ce haut cadre des Douanes algériennes a déclaré que cette «implication des Douanes algériennes aux côtés des autres forces de sécurité» entre dans le cadre

des procédures de «mise à niveau des douanes pour les mettre en conformité avec les standards internationaux».

Ce même responsable dira «qu'afin de rendre les divers services douaniers plus efficaces et plus réactifs», il a été décidé «l'introduction progressive d'un système de décloisonnement et de la production et du traitement des statistiques autrement plus élaborés».

M. Brika indique, en outre, que des formations de sensibilisation ont commencé, depuis quelque temps, et sont destinées aux agents douaniers «afin de leur apprendre à mieux reconnaître les produits contrefaits susceptibles de pénétrer le marché algérien». Des actions, précise-t-il, ont été entreprises en collaboration avec des opérateurs économiques nationaux et étrangers».

L'invité de la Radio nationale a relevé les efforts conséquents développés, ces derniers mois, par les services des douanes pour réduire le temps d'immobilisation des marchandises arrivant dans les ports et aéroports ou en attente d'être exportées.

Par ailleurs, des «mesures sévères destinées à mener la lutte contre le phénomène de la corruption au sein de son administration ont été prises au sein de l'institution douanière».

Ces mesures dissuasives n'ont pas tardé à donner des résultats, puisque, a-t-il ajouté, «contrairement aux années précédentes où l'on comptait une centaine d'agents impliqués, nous n'avons relevé que deux cas au cours de l'année 2016».

A. B.